



Parents d'élèves, ensemble, exigeons une rentrée dans les meilleures conditions pour vos enfants et nos élèves !

Alors que Jean-Michel Blanquer a annoncé lundi matin aux médias des modalités concernant une réouverture progressive des établissements scolaires à partir du 11 mai, les inquiétudes restent vives et de nombreuses questions demeurent sans réponses !

Une reprise prochaine est évidemment espérée par l'ensemble des parents d'élèves et des personnels de l'éducation. En effet, beaucoup de travailleurs et de travailleuses de Seine-Saint-Denis n'ont jamais cessé d'exercer : aide-soignant.es, aide à domicile, caissier.es, livreur.ses ; alors que d'autres familles se retrouvent amputées de leurs revenus contraints de garder leurs enfants. De plus beaucoup de familles se retrouvent confinées dans des logements exigus où la propagation de virus est plus forte. Enfin, le manque de médecins exerçant dans le département accentue les inégalités de prise en charge alors même qu'on dénombre un taux élevé de maladies chroniques (diabète, obésité, maladie cardio vasculaire) lié à la précarité.

Nous sommes conscient.es de ces difficultés que connaissent nos élèves. Mais le retour en classe **ne doit pas se faire dans n'importe quelles conditions** et nous devons exiger des garanties. C'est pourquoi les organisations syndicales représentantes des personnels et des parents d'élèves doivent être consultées et entendues par le ministère. En l'absence de conditions de garantie, aucune réouverture d'école, d'établissement scolaire ou de service n'est envisageable !

Nos conditions incontournables pour une « reprise » éventuelle en mai

- Politique massive de **tests** à destination des personnels et des élèves (fréquemment asymptomatiques).
- **Désinfection** bi-journalière des établissements scolaires dans le respect de la santé de leurs agent.es.
- La fourniture de **matériel de protection** (gel hydroalcoolique, savons, gants et masques) en quantité suffisante pour les élèves et les agent.es et des sanitaires en nombre suffisants (lavabos, toilettes, poubelles...).
- La garantie de la **diminution des effectifs** par classe, pour permettre la distanciation sociale.

- Une vigilance accrue face à la chaîne de transmission possible du virus. Cela passe, entre autres, par la prise en compte des situations et des personnels pour lesquels cette distanciation n'est pas possible (AESH, professeur·es documentalistes...) avec des autorisations spéciales d'absence et des maintiens de salaire à 100% (primes comprises).
- Une **aide d'urgence** du département aux familles les plus démunies.
- **L'accueil** dans les établissements et les cantines des élèves les plus fragiles (violences intra-familiales, carences alimentaires...), dans le respect strict des règles sanitaires citées plus haut.

Par-delà le mois de mai, exigeons des moyens à la hauteur des besoins du département pour la rentrée 2020 !

Alors que l'épidémie sévit encore dans tout le pays et que les hôpitaux du département continuent de faire face à une affluence de malades, nous devons plus que jamais **exiger des dotations à la hauteur des besoins de vos enfants** pour la rentrée 2020/2021 ! Le Conseil Départemental de l'Éducation Nationale qui s'est tenu le lundi 20 avril affiche pourtant des indicateurs inquiétants qui laissent présager une dégradation continue des conditions d'apprentissage de vos enfants : 159 fermetures de classes dans le premier degré et des effectifs en hausse (plus de 1000 collégien·nes supplémentaires). La rentrée 2020 s'annonce donc difficile en proposant une carte scolaire encore plus inégalitaire alors que déjà des milliers d'enfants ont décroché durant ce confinement faute de conditions sociales dignes (logement exigu, absence d'ordinateur, réseau internet défaillant...).

Il est plus que jamais temps que le Ministère prenne en compte les **besoins réels** de notre département et garantisse un service public d'éducation à la hauteur de ces enjeux exceptionnels, pour cela la politique de réduction des dépenses publiques doit cesser ! Il faut donc abonder les besoins en poste, ouvrir des classes plutôt qu'en fermer, équiper les élèves d'outils numériques de qualité (et les former à leurs usages), tenir compte de la hausse démographique du département...

Pour vos enfants et nos élèves, restons vigilants et fermes quant aux conditions de réouverture des établissements scolaires. Exigeons pour maintenant et après un **plan d'urgence de la Seine-Seine-Denis** afin de garantir les meilleures conditions d'apprentissage pour nos enfants.

CGT Educ'Action 93
Bourse du travail - Bureau 102 - 9/11 rue Genin
93200 - Saint-Denis
Tél : 01.55.84.41.02 – Mail :
93@cgteduccreteil.org